
Rapport du Président**Proposition de prêt****Royaume du Bhoutan****Développer une petite agriculture commerciale résiliente (BRECSA)**Numéro du projet: 2000003935

Cote du document: EB 2022/LOT/P.10/Rev.1

Date: 27 décembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 60.

Questions techniques:**Roshan Cooke**Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: ro.cooke@ifad.org**Mylene Kherallah**Conseillère technique supérieure (monde) –
finance rurale, marchés et filières
Division production durable, marchés et
institutions
courriel: m.kherallah@ifad.org

Table des matières

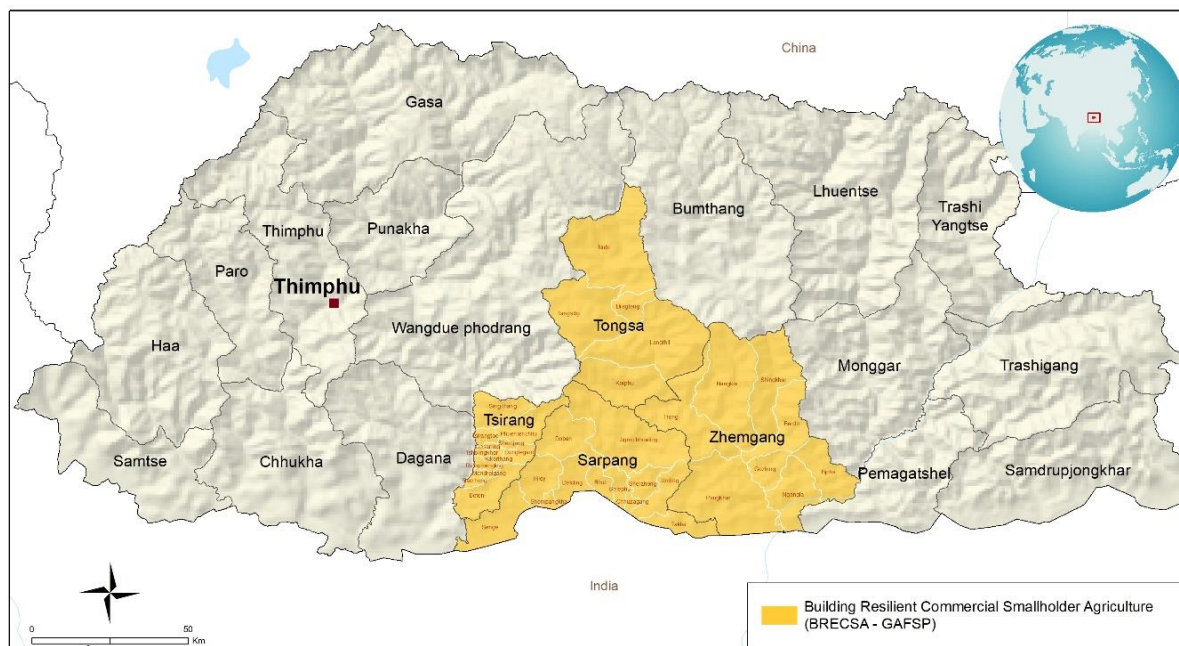
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	2
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	2
C. Théorie du changement	3
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Roshan Cooke
Responsable technique:	Mylene Kherallah
Responsable des finances:	Elin Kjellin
Spécialiste climat et environnement:	Philip Audebert
Juriste:	Paul Edouard Clos

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
Carte établie par le FIDA le 26/09/2022

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Royaume du Bhoutan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des forêts
Coût total du projet:	30,063 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,934 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement concessionnelles
Cofinanceur:	Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire
Montant du cofinancement:	Don de 13,00 millions d'USD du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, comme suit: Administré par le FIDA: 10,4 millions d'USD Administré par le Programme alimentaire mondial (PAM): 2,6 millions d'USD Institutions financières nationales: 0,70 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	1,113 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,3 millions d'USD
Partenaire d'exécution:	PAM

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Le Royaume du Bhoutan est un pays enclavé à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, d'une superficie de 38 394 kilomètres carrés et peuplé d'environ 800 000 habitants. Le Bhoutan est connu pour sa philosophie unique du bonheur national brut, qui préconise un développement économique englobant un ensemble plus large d'indicateurs du développement humain. Le pays est devenu une monarchie constitutionnelle démocratique en 2008.
2. Le taux de pauvreté national a considérablement diminué au cours de la période 2007-2017, passant de 23,2% à 8,2%. Il existe des différences selon les régions, le taux de pauvreté étant excessivement élevé dans les zones rurales. La plupart des districts très pauvres sont isolés sur le plan géographique, ce qui pose des problèmes d'accès aux services et aux marchés.
3. Le secteur agricole du Bhoutan est aujourd'hui le principal contributeur du PIB, qui a augmenté, passant de 14,78% en 2010 à 19,23% en 2020. Il est suivi par le secteur industriel, dominé par l'hydroélectricité, qui représente 17,77% du PIB.
4. La pandémie de COVID-19 a provoqué d'importantes perturbations économiques, entraînant une baisse du PIB par habitant, qui a chuté de 3 419 USD en 2019 à 3 130 USD en 2020. La dépendance du pays à l'égard des importations alimentaires a conduit à l'insécurité alimentaire, les restrictions liées à la COVID-19 ayant perturbé les chaînes d'approvisionnement internationales. En conséquence, le Gouvernement royal du Bhoutan a fait de la relance économique rapide et durable une priorité.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

5. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le projet a été validé comme étant :
 - ☒ porteur de transformations en matière de genre;
 - ☒ tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - ☒ axé sur les jeunes.
6. Le Bhoutan est en proie à un triple fardeau: malnutrition, carences en micronutriments, et surpoids ou obésité. On prévoit que la demande alimentaire globale au Bhoutan augmentera de 46% d'ici à 2025 par rapport à 2007. Caractérisée par un écosystème montagneux fragile et par une forte dépendance à l'égard de secteurs sensibles au climat, tels que l'hydroélectricité et l'agriculture, l'économie du Bhoutan est particulièrement vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques¹: précipitations irrégulières, augmentation des températures entraînant une baisse de la fertilité des sols, apparition de parasites et de maladies et glissements de terrain, notamment. On observe une tendance croissante à la féminisation de l'agriculture au Bhoutan, les hommes et les jeunes hommes émigrant à la recherche d'emplois non agricoles. Pour les agricultrices, cela se traduit par des moyens d'existence vulnérables et par des corvées. Les faibles taux d'alphabétisation des Bhoutanaises, en particulier dans les zones rurales, limitent encore davantage leur accès à l'information et aux marchés. La jeunesse bhoutanaise est généralement considérée comme étant le pilier de la prospérité future du pays. Le chômage des jeunes résulte principalement de l'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences.

¹ Deuxième contribution déterminée au niveau national du Bhoutan.

Justification de l'intervention du FIDA

7. Le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire a approuvé un don de 13 millions d'USD pour le Projet de développement d'une petite agriculture commerciale résiliente, la contribution du FIDA en tant que cofinanceur s'élevant à 8,934 millions d'USD. Le FIDA est l'entité chargée de superviser les investissements et le principal organisme d'exécution, tandis que le Programme alimentaire mondial (PAM) fournira une assistance technique en matière d'exécution.
8. Le Projet de développement d'une petite agriculture commerciale résiliente s'attaque aux obstacles systémiques dans le secteur de l'agriculture et aux priorités établies dans la Stratégie des ressources naturelles renouvelables du Bhoutan à l'horizon 2030, dans la Politique d'autosuffisance alimentaire, dans les recommandations du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et dans le Plan de relance économique post-COVID-19 du Bhoutan. Le projet met à contribution les enseignements tirés du Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence, qui est actuellement mis en œuvre par le FIDA dans la région orientale, et étend sa couverture géographique à quatre nouveaux districts contigus à ce programme dans la région centre-sud.

B. Enseignements à retenir

9. Le Projet de développement d'une petite agriculture commerciale résiliente tire les leçons de la note de stratégie de pays 2022-2023 du FIDA pour le Bhoutan en se concentrant en particulier sur l'amélioration du ciblage des jeunes et des femmes, sur le renforcement de la résilience face aux changements climatiques, sur la promotion d'une agriculture agroécologique, sur les interventions de l'ensemble de la communauté, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée et la commercialisation, ainsi que sur la production orientée vers l'exportation.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

10. Le Projet de développement d'une petite agriculture commerciale résiliente vise à favoriser une augmentation de 30% de la production agricole commerciale résiliente et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'ici à 2030 dans les districts (*dzongkhags*) du Centre et du Centre-Sud de Sarpang, Tongsa, Tsirang et Zhemgang. L'objectif de développement consiste à transformer la petite agriculture en systèmes agroalimentaires inclusifs et résilients de plus en plus rentables et capables d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le projet facilitera la transformation du secteur agricole au Bhoutan en adoptant une approche de la filière fondée sur la résilience face aux changements climatiques, la nutrition et le commerce. Il ciblera les ménages pratiquant une agriculture de subsistance, semi-commerciale et commerciale. Les interventions du projet bénéficieront directement à 12 074 ménages d'agriculteurs (environ 47 088 personnes), dont 60% de femmes et 30% de jeunes.

B. Composantes, résultats et activités

11. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) systèmes de production résilients; ii) renforcement de la coordination des filières et des liens avec le marché; iii) secteur agroalimentaire innovant et compétitif. On trouvera ci-après une brève description des composantes du projet. Pour une présentation plus détaillée des activités et des modalités d'exécution, on se reportera au rapport de conception du projet.
12. **Composante 1: systèmes de production résilients**
 Cette composante met l'accent sur l'établissement de systèmes de production résilients fondés sur un modèle d'agriculture régénératrice, propre à améliorer la résilience face aux chocs climatiques et autres chocs, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La composante 1 se concentre sur l'amélioration de la

résilience de l'agriculture, favorisée par les principales activités suivantes: recensement participatif des impacts prévus des changements climatiques à l'aide de l'étude globale sur les moyens d'existence et la résilience (CLEAR) du PAM; élaboration de plans de résilience de l'agriculture à l'échelon des municipalités et des districts pour le zonage de la production de produits de base en fonction de l'adéquation agroécologique; soutien aux groupes vulnérables pour l'amélioration des revenus et de la nutrition par l'élaboration de plans d'amélioration des moyens d'existence; et investissement dans des systèmes d'agriculture commerciale au moyen de pôles concentrés le long des principales artères et des principaux corridors économiques avec lesquels les réseaux d'agriculteurs peuvent se mettre en relation.

13. Composante 2: renforcement de la coordination des filières et des liens avec le marché

Cette composante vise à encourager la commercialisation de l'agriculture et à favoriser les exportations en améliorant l'efficacité de la production de produits laitiers, de volaille, de légumes, d'épices et de produits de base à haute valeur ajoutée (par exemple, miel, champignons) et les transactions de la filière; en appliquant une approche intégrée de la filière couvrant toutes ses fonctions, y compris l'approvisionnement en intrants, la production, l'agrégation et le stockage, la transformation, les canaux de commercialisation et les stratégies d'exportation; en créant des plateformes multipartites pour appuyer le développement et la commercialisation des entreprises à Thimphu et à l'échelon des districts; en facilitant, au moyen de ces plateformes, une collaboration plus systématique entre exploitants agricoles, groupes de production de produits de base et opérateurs du secteur privé; et en ouvrant l'accès à la participation du secteur privé pour la prestation de services liés à la filière à long terme.

14. Composante 3: secteur agroalimentaire innovant et compétitif

Cette composante appuie la création d'un environnement financier et politique favorable à la promotion d'un secteur alimentaire compétitif et modernisé. Dans le cadre de cette composante, il est prévu de soutenir des activités visant à améliorer l'accès aux services financiers, la concertation sur les politiques pour soutenir le développement des entreprises privées et la certification pour assurer le respect des normes alimentaires internationalement établies. Les principales activités prévues sont les suivantes: octroi de dons de contrepartie aux entrepreneurs intéressés par l'établissement d'opérations commerciales de la filière en tant que garanties de crédit partielles pour la banque; développement de plateformes et d'outils de soutien numérique pour aborder les questions liées à la production et à la fixation des prix dans différents endroits, facilitation des services de transport et vulgarisation agrovétérinaire; et concertation sur les politiques en ce qui concerne l'organisation des coopératives et des groupes d'agriculteurs en fédérations et certification des produits agroalimentaires biologiques et de haute valeur de la marque Bhoutan sur les marchés d'exportation régionaux et internationaux.

C. Théorie du changement

15. La théorie du changement du projet repose sur le principe selon lequel la transformation du système agroalimentaire bhoutanais suppose le renforcement de la résilience de la production et de la productivité des petits exploitants agricoles, de manière à transformer le secteur en un système de pointe et compétitif propre à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale, tout en créant des revenus durables pour les agriculteurs et des emplois pour les jeunes. Par ailleurs, il faut absolument développer des filières intégrées et résilientes (associées au traitement post-récolte), établir des liens avec le marché et associer les jeunes et le secteur privé au processus de transformation. Il est essentiel, pour assurer la durabilité à long terme, d'offrir des possibilités d'expansion des services par le secteur privé et de créer un écosystème de nouveaux services liés à l'agriculture agroécologique et à la production orientée vers l'exportation. De même, le vaste

renforcement des capacités proposé en matière d'agriculture agroécologique, d'éducation financière et d'initiation aux affaires, ainsi que la formation de coopératives, sous-tend la transition vers une agriculture commerciale.

D. Alignement, appropriation et partenariats

16. L'ensemble du projet est aligné sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les investissements dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture sont les mieux à même d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2 et 13. En tant que projet porteur de transformations en matière de genre et prenant en compte la nutrition et la jeunesse, le Projet de développement d'une petite agriculture commerciale résiliente contribuera également à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3 et 5.
17. Le projet est pleinement conforme au 12^e Plan quinquennal du Gouvernement, à la Stratégie des ressources naturelles renouvelables à l'horizon 2030, à la Stratégie de commercialisation des ressources naturelles renouvelables 2021, à la Politique de commercialisation des ressources naturelles renouvelables 2021, à la Transformation de l'agriculture par la hiérarchisation des cultures 2022 et aux recommandations du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Le projet fait également progresser les engagements du Bhoutan en matière de contribution déterminée au niveau national.
18. Le projet rend opérationnels les objectifs stratégiques (OS) suivants de la Stratégie de pays du FIDA pour le Bhoutan: OS1 – favoriser la transformation de la production agricole des petits exploitants en systèmes agroalimentaires inclusifs, équitables, diversifiés et résilients; OS2 – créer un environnement propice au développement des entreprises du secteur privé dans le secteur agroalimentaire pour engager les jeunes dans des entreprises commerciales lucratives.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

19. Le coût total du projet est de 30,063 millions d'USD sur sept ans, en tenant compte des aléas et de l'inflation. Les coûts des activités du projet ont été calculés sur la base de la nature enclavée du pays, de l'éloignement des groupes cibles et de la fluctuation de prix vécue des suites de la COVID-19 et de la crise ukrainienne.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (FIDA)		Don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (PAM)		Emprunteur/bénéficiaire		Institutions financières		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant *	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Montant	%
1. Systèmes de production résilients	906,2	5,9	6 753,2	44,2	1 975,2	12,9	271,6	1,8	-	-	5 361,3	35,1	15 267,5	50,8
2. Renforcement de la coordination des filières et des liens avec le marché	3 416,8	48,5	2 583,0	36,6	326,2	4,6	244,6	3,5	-	-	480,0	6,8	7 050,5	23,5
3. Secteur agroalimentaire innovant et compétitif	1 374,6	35,4	1 063,8	27,4	132,7	3,4	137,4	3,5	704,8	18,1	469,9	12,1	3 883,2	12,9
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs	3 236,4	83,8	-	-	166,0	4,3	459,8	11,9	-	-	-	-	3 862,2	12,8
Total	8 934	29,8	10 400	34,6	2 600	8,6	1 113,4	3,7	704,8	2,3	6 311,2	21,0	30 063,4	100

* Un montant d'environ 757 000 USD de la contribution du Gouvernement sera fourni en nature sous forme de taxes et de droits.

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses*	Prêt du FIDA		Don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (FIDA)		Don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (PAM)		Emprunteur/bénéficiaire		Institutions financières		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement														
1. Travaux	3 993,3	54,3	2 145,0	29,1	38,1	0,5	280,6	3,8	-	-	901,7	12,3	7 358,7	24,5
2. Équipement et matériel	171,9	17,4	669,9	67,8	-	-	25,0	2,5	-	-	121,2	12,3	987,9	3,3
3. Véhicules	120,7	95,0	-	-	-	-	6,4	5,0	-	-	-	-	127,0	0,4
4. Biens, services et intrants	1 504,4	11,5	5 087,6	39,1	170,9	1,3	270,2	2,1	704,8	5,4	5 288,3	40,6	13 026,1	43,3
5. Frais de consultants	478,7	26,7	559,7	31,3	678,1	37,9	73,2	4,1	-	-	-	-	1 789,7	6,0
6. Ateliers	460,5	47,2	195,3	20,0	286,7	29,4	33,6	3,4	-	-	-	-	976,2	3,2
7. Formation	516,5	32,2	836,3	52,2	209,1	13,0	40,8	2,5	-	-	-	-	1 602,7	5,3
Total des dépenses d'investissement	7 246,0	28,0	9 493,8	36,7	1 383,0	5,3	729,6	2,8	704,8	2,7	6 311,2	24,4	25 868,1	86,0
Dépenses ordinaires														
1. Salaires, traitements et indemnités	501,7	17,0	906,2	30,6	1 217,1	41,2	331,8	11,2	-	-	-	-	2 956,8	9,8
2. Coûts de fonctionnement	1 186,5	95,8	-	-	-	-	52,0	4,2	-	-	-	-	1 238,5	4,1
Total des dépenses ordinaires	1 688,2	40,2	906,2	21,6	1 217,1	29,0	383,8	3,7	-	-	-	-	4 195,3	14,0
Total	8 934,0	29,7	10 400,0	34,6	2 600,0	8,6	1 113,4	11,2	704,8	2,3	6 311,2	21,0	30 063,4	100,0

* Les catégories de dépenses peuvent être fusionnées dans la convention de financement.

Tableau 3

Coût du projet par composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>2023/2024</i>		<i>2024/2025</i>		<i>2025/2026</i>		<i>2026/2027</i>		<i>2027/2028</i>		<i>2028/2029</i>		<i>2029/2030</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Systèmes de production résilients	1 305,6	8,6	3 114,8	20,4	3 570,1	23,4	3 816,1	25,0	2 488,0	16,3	524,0	3,4	449,1	2,9	15 267,5
2. Renforcement de la coordination des filières et des liens avec le marché	99,7	1,4	1 166,5	16,5	1 916,3	27,2	1 814,7	25,7	1 402,1	19,9	568,2	8,1	83,0	1,2	7 050,5
3. Secteur agroalimentaire innovant et compétitif	390,1	10,0	956,5	24,6	902,7	23,2	783,9	20,2	747,2	19,2	30,9	0,8	71,8	1,8	3 883,2
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs	710,1	18,4	541,8	14,0	610,3	15,8	585,3	15,2	591,1	15,3	439,8	11,4	383,8	10,0	3 862,2
Total	2 505,5	8,3	5 779,6	19,2	6 999,3	23,3	7 000,0	23,3	5 228,4	17,4	1 563,0	5,2	987,7	3,3	30 063,4

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

20. Le projet est financé comme suit: i) un prêt du FIDA d'un montant de 8,934 millions d'USD (29,8% du coût total du projet) accordé à des conditions particulièrement concessionnelles; ii) un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire de 13 millions d'USD (43,2% du coût total du projet); iii) une contribution du Gouvernement estimée à 1,113 million d'USD (3,7% du coût total du projet), une contribution des institutions financières de 0,70 million d'USD (2,3% du coût total du projet) et une contribution des bénéficiaires de 6,31 millions d'USD (21% du coût total du projet).
21. Le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire est le principal cofinancier. Le projet a été approuvé le 28 octobre 2022 par le comité directeur du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les fonds initiaux d'administration du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire ont été versés au FIDA au premier trimestre 2022; le financement du projet d'investissement débutera dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement entre le Bhoutan et le FIDA. Le risque d'un déficit de financement est limité.
22. Le don de 13 millions d'USD consenti par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire est réparti selon un ratio de 1:4 entre le PAM et le FIDA, respectivement. Le PAM administrera 2,6 millions d'USD du don consenti par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, tandis que le FIDA assurera la gestion de 10,4 millions d'USD. La contribution gouvernementale de 1,113 million d'USD comprend environ 781 600 USD sous la forme de taxes et de droits non perçus.

Décaissement

23. Deux comptes désignés libellés en dollars des États-Unis seront ouverts pour le don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (partie FIDA) et le prêt du FIDA par l'Autorité monétaire royale (la banque centrale) et la Bank of Bhutan Limited, sur lesquels les fonds seront versés par le FIDA. Les fonds seront versés en dollars des États-Unis. Les fonds seront transférés, selon les besoins du projet, au Département des comptes publics, lequel débloquent le montant concerné pour le projet, conformément au plan de travail et budget annuel approuvé (PTBA). Les fonds seront déboursés selon une méthodologie de fonds renouvelables, les avances étant consenties sur la base de rapports financiers intermédiaires trimestriels. Les modalités de décaissement pour le financement administré par le FIDA seront fixées dans l'accord de financement et dans la lettre sur les dispositions relatives à la gestion et au contrôle financiers.

Résumé des avantages et analyse économique

24. **Avantages directs.** Le projet aura pour principaux avantages l'augmentation des revenus nets des entreprises agricoles des ménages pour les différents produits soutenus par le projet, ce qui suppose l'intensification de la production, sa commercialisation, l'autonomisation des groupes d'agriculteurs et une amélioration de l'accès au marché. Les bénéfices proviendront principalement de la création d'entreprises agricoles, et de leur développement, qui sera facilitée par l'appui du projet au développement de la chaîne d'approvisionnement et à l'établissement de liens commerciaux avec des fournisseurs potentiels.
25. **Avantages indirects.** L'approche de la filière adoptée par le projet créera de nouvelles opportunités d'emploi en milieu rural, notamment pour les jeunes. La création d'emplois se fera à la fois dans le secteur de la production et dans le secteur des services associé à la filière. Ces emplois seront créés par les entreprises participant à la production de bio-intrants, à la transformation, à l'emballage, au transport, à la location de machines, etc.

26. **Analyse économique.** Une analyse économique du projet a été menée sur la base des modèles financiers pour les entreprises, les ménages et le sous-secteur, en utilisant des prix économiques. L'analyse coût-avantages met en évidence un taux de rentabilité économique interne global de 19,2%. Une valeur actuelle nette positive selon le coût d'opportunité actuel du capital de 9% indique que les investissements du projet sont sûrs.

Stratégie de retrait et durabilité

27. Une stratégie de retrait du projet sera établie point par point au cours de la quatrième année d'exécution. Des ateliers consultatifs seront organisés dans chaque district en collaboration avec tous les partenaires du projet, de manière à préciser et à mettre la touche finale à la stratégie de retrait. Sur la base de cette stratégie, il sera mis fin aux activités du projet au fur et à mesure du renforcement des liens avec les entités du secteur privé soutenues. Il est prévu d'associer étroitement le Gouvernement, les bénéficiaires et les institutions partenaires dès le départ, de manière à assurer l'appropriation par les acteurs locaux. Le projet comprend les caractéristiques suivantes, qui offrent une base solide pour permettre une sortie progressive et une durabilité à long terme: déploiement de l'outil CLEAR; élaboration de plans de résilience de l'agriculture; renforcement ciblé des capacités en matière d'agriculture agroécologique, d'éducation financière et d'initiation aux affaires; infrastructures résistantes au climat; mise en place de pôles de production, regroupement, valorisation et transport, et exportation.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

28. Les deux principaux risques sont liés à l'utilisation inefficace des fonds résultant d'un défaut de surveillance fiduciaire et de la faiblesse des contrôles internes, et à l'incapacité à fournir un audit et des rapports financiers satisfaisants et en temps voulu, conformément aux exigences du FIDA et du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. En ce qui concerne le premier risque, les mesures correctives suivantes ont été proposées: i) suivi à intervalles réguliers de l'état d'avancement de l'exécution et plan d'action correspondant assorti d'un calendrier pour résoudre les problèmes recensés; ii) séparation adéquate des tâches en définissant clairement les rôles et responsabilités, et vérification par des activités de contrôle. Pour assurer la présentation en temps voulu des rapports et des audits, une formation sera dispensée au personnel du projet sur les exigences et les procédures du FIDA et du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en matière de rapports financiers. Le manuel d'exécution du projet comprendra des informations sur les délais de préparation des rapports financiers intermédiaires et des états financiers annuels, pour lesquels un temps suffisant sera prévu pour l'octroi des autorisations et les approbations internes. Le Ministère de l'agriculture et des forêts entend se concerter avec l'Autorité royale d'audit pour que l'audit externe soit achevé dans le délai imparti et soumis au FIDA en temps voulu.

Tableau 4
Synthèse globale des risques

<i>Catégories de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

29. Selon l'outil d'évaluation des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), le projet est classé dans la catégorie de risque environnemental et social **modéré**. Le projet n'aura pas d'incidence sur les zones sensibles et ne sera pas préjudiciable pour l'habitat naturel ni pour la biodiversité. Il vise à promouvoir une agriculture et une production animale durables et respectueuses de l'environnement. Le projet ne soutiendra que des petites et moyennes infrastructures à l'épreuve du climat et ayant une incidence limitée sur l'environnement. Il repose non seulement sur une « approche non préjudiciable », mais aussi sur une « bonne méthode » grâce à l'adoption de systèmes circulaires. Il consacre une attention particulière à l'inclusion sociale, d'où ses objectifs ambitieux quant à la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

C. Classement au regard des risques climatiques

30. Selon l'outil d'évaluation des PESEC, le projet est classé dans la catégorie de risque climatique **modéré**. L'analyse des scénarios climatiques et des risques et réponses associés aux principaux investissements indique que le projet est modérément sensible aux risques climatiques. L'utilisation de CLEAR et les plans de résilience de l'agriculture permettront de prendre en compte les questions de résilience face aux changements climatiques dans les filières.

D. Soutenabilité de la dette

31. Le ratio dette/PIB actuel du Bhoutan est d'environ 135% (2021). Il ressort des conclusions finales de l'analyse menée en mai 2022 de la viabilité de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international que le risque de surendettement extérieur du pays est jugé modéré, sa marge de manœuvre pour absorber des chocs supplémentaires étant toutefois limitée. L'économie du Bhoutan a été fortement touchée par la récente pandémie de COVID-19, qui a entravé les progrès accomplis les années précédentes en matière de réduction de la pauvreté et qui se traduisait, en février 2022, par une inflation élevée de 5,3% (en glissement annuel). La part totale de la dette extérieure concessionnelle devrait diminuer à long terme, à mesure que le pays sortira du statut des pays les moins avancés, et de l'augmentation des niveaux de revenu.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

32. La Division des politiques et de la planification du Ministère de l'agriculture et des forêts fera office d'organisme d'exécution et sera la contrepartie officielle du FIDA et du PAM. Le Ministère assurera un appui à l'exécution et une supervision d'ensemble; fournira des conseils et des orientations politiques; détachera du personnel technique et offrira une assistance technique par l'intermédiaire des départements et des agences sur le terrain. Une unité de gestion du projet (UGP) sera établie au Centre de recherche et de développement agricole de Samteling, à Sarpang.
33. L'UGP sera dirigée par un directeur ou une directrice de projet qui conduira et supervisera l'exécution du projet dans son ensemble, aux échelons du *gewog* et du *dzongkhag*, y compris les activités d'assistance technique du PAM, et soutiendra les aspects du projet ayant trait aux politiques publiques. Il/elle gèrera l'équipe de l'UGP, composée d'experts techniques et de responsables des finances et de la passation des marchés, de façon à respecter les indicateurs de performance. Le directeur ou la directrice du projet rendra compte à la Division des politiques et de la planification.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

34. L'évaluation des risques liés à la gestion financière fait apparaître un risque inhérent substantiel. Cependant, ce risque sera ramené à un degré modéré grâce aux mesures d'atténuation proposées, telles qu'elles figurent dans la section sur les risques et mesures d'atténuation ci-dessus.
35. **Risque inhérent au niveau national.** L'utilisation des fonds internes et des fonds consentis par les donateurs est considérée de manière générale comme adéquate. Le Gouvernement a progressé dans le renforcement de son Système de gestion des dépenses publiques et démontré son engagement à poursuivre les réformes en matière de gestion des finances publiques.
36. **Risques relatifs aux contrôles.** Voir la section Risques et mesures d'atténuation ci-dessus.
37. **Organisation et dotation en personnel au niveau central et au niveau des districts.** Un directeur financier sera assigné par le Ministère des finances à l'UGP. Il sera en charge des fonctions financières pendant la période d'exécution du projet. L'équipe chargée des finances au sein de l'UGP aura pour mission de compiler et de consolider les données de toutes les unités du district et des partenaires d'exécution. À l'échelon du *dzongkhag*, l'UGP bénéficiera des services d'un comptable dédié. La comptabilité et les rapports seront établis selon la méthode de la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.
38. **Systèmes comptables, politiques, procédures et rapports financiers.** Le projet utilisera le Système de gestion des dépenses publiques, système de comptabilité à double entrée utilisé pour tous les comptes publics. Ce logiciel étant un système comptable centralisé sans option de personnalisation, les rapports par composante, catégorie et financier, ainsi que les rapports financiers intermédiaires, seront réalisés au moyen d'un système distinct.
39. **Modalités de communication de l'information financière.** L'UGP devra préparer des rapports financiers trimestriels et les soumettre au FIDA au plus tard 45 jours après la fin de chaque période comptable. Les états financiers non audités seront soumis au FIDA dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire.

40. **Budgétisation.** La budgétisation annuelle s'inscrira dans le cadre budgétaire existant du Gouvernement, et la ligne budgétaire correspondant aux contributions du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et du FIDA sera clairement identifiée et fera l'objet de rapports au titre des allocations budgétaires du Ministère de l'agriculture et des forêts sous une catégorie de sous-budget de manière à assurer le respect du principe de « l'aide budgétaire ». Avec le plan de passation des marchés, le PTBA sera soumis pour approbation au FIDA au moins deux mois avant le début de l'exercice budgétaire concerné.
41. **Soumission des demandes de retrait.** L'UGP préparera et soumettra les demandes de retrait chaque trimestre. Les demandes de retrait de dons du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire seront présentées annuellement. Tous les financements et paiements des frais de service du prêt sont exonérés d'impôts.
42. **Contrôles internes.** La politique du Gouvernement prévoit un contrôle transactionnel de toutes les recettes et de tous les paiements de l'État à tous les niveaux. Cette politique est considérée comme adéquate et conforme aux meilleures pratiques. Les contrôles internes du projet s'appuieront sur la comptabilité établie par le Gouvernement et il en sera fait rapport au FIDA dans une lettre de recommandations, conformément aux directives du FIDA en matière d'audit.
43. **Flux de fonds.** Les décaissements du projet feront l'objet de rapports. Les fonds seront avancés en fonction des prévisions de trésorerie et sur présentation du rapport financier intermédiaire pertinent pour les demandes de retrait. Le FIDA vérifiera que 50% au minimum de l'avance précédente était justifiée.
44. **Accord subsidiaire.** L'UGP passera des accords subsidiaires avec chaque *dzongkhag* et autres entités chargées de l'exécution. Les dispositions de ces accords seront présentées dans le manuel d'exécution du projet.
45. **Audit interne.** Des audits internes seront effectués trimestriellement. Une copie du rapport, accompagnée de la réponse de la direction aux observations, sera soumise au FIDA.
46. **Audit financier externe.** L'Autorité royale de contrôle a pour mandat d'auditer tous les projets de prêts financés par des capitaux étrangers, conformément aux normes de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques et aux exigences particulières des donateurs. L'utilisation des fonds de contrepartie sera auditée par l'Autorité royale de contrôle, dont les rapports seront communiqués au FIDA dans un délai de six mois suivant la fin de l'exercice budgétaire concerné.
47. **Passation des marchés.** La passation des marchés au titre du projet se fera conformément au cadre national relatif à la passation des marchés publics, d'une manière compatible avec les procédures de passation des marchés du FIDA. L'utilisation du système public de passation des marchés en ligne sera par conséquent autorisée, ainsi que l'adoption de documents d'appel d'offres standard, tels qu'acceptés par d'autres institutions financières internationales. Le risque inhérent global lié à la passation des marchés dans le cadre du projet est modéré. Le risque résiduel, après atténuation, est jugé faible.
48. **Dispositif de gouvernance et de transparence.** L'ensemble du personnel du projet recevra une formation sur la politique de lutte contre la corruption du FIDA. L'UGP est tenue de signaler à la Section des enquêtes du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA tout cas de fraude ou de corruption constaté pendant l'exécution.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

49. Les processus de formulation de CLEAR et des plans de résilience de l'agriculture associeront les groupes cibles de manière à recenser les priorités, les filières appropriées et les zones géographiques précises où intervenir. Le projet sera fondé sur une approche participative afin de recenser les besoins, les priorités et de favoriser le retour d'information du groupe cible et des principales parties prenantes. Une enquête annuelle sur les résultats sera menée afin d'examiner les performances et les résultats du projet au niveau des ménages et d'évaluer l'efficacité de la stratégie de ciblage et la satisfaction des bénéficiaires en matière de prestation de services.

Mécanisme de réponse aux doléances

50. Le Gouvernement est doté d'un mécanisme de réclamation en ligne bien établi, dénommé eKaaSel². Le système a été conçu comme une plateforme à guichet unique dont l'objectif principal est de rationaliser l'aspect relatif au traitement des plaintes concernant la prestation de services par un canal de communication en ligne. Une campagne de sensibilisation des bénéficiaires à ce mécanisme sera menée par le projet avec le concours du personnel y affecté. En outre, l'équipe de projet établira un mécanisme de retour d'information et de recours pour les bénéficiaires du projet et les personnes concernées par les activités du projet dans les *dzongkhags* cibles.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

51. **Planification.** L'UGP préparera un PTBA qui inclura tous les organismes et prestataires de services responsables de la réalisation des activités du projet, les dépenses financières estimées pour l'année, et toutes les sources de financement. Le plan de passation de marchés présentera de manière détaillée tous les achats à effectuer pendant l'année, y compris ceux du PAM.
52. **Suivi-évaluation.** En prenant appui sur le système de suivi-évaluation du Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence, un système de suivi-évaluation solide et géoréférencé sera établi. Le système de suivi-évaluation sera harmonisé avec le système de planification et de suivi du Gouvernement et assurera une complémentarité totale entre les exigences du FIDA, du PAM et du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le système de suivi-évaluation permettra un contrôle systématique du plan de gestion environnementale, sociale et climatique et la collecte des données correspondantes. Grâce au système de suivi-évaluation, on pourra également mettre en évidence les domaines nécessitant une intervention immédiate et des mesures correctives. La mesure de tous les indicateurs d'effet direct du FIDA suivra la méthode de mesure des indicateurs de base relatifs aux effets directs.
53. **Apprentissage, gestion des savoirs et communication.** Une stratégie complète sur la gestion des savoirs sera élaborée au cours de la première année d'exécution. Les activités de gestion des savoirs favoriseront la circulation efficace d'informations pertinentes entre le personnel du projet, les bénéficiaires et les autres parties prenantes. Les données relatives aux produits, aux effets directs et à l'impact qui seront engendrées par le système de suivi-évaluation appuieront l'élaboration d'études de cas, de notes d'orientation et de rapports de haute volée. Tous les produits du savoir seront diffusés pour améliorer l'apprentissage, la concertation sur les politiques et la mise à l'échelle potentielle des interventions réussies.

² <https://thebhutanese.bt/ekaasel-online-grievance-redressal-system/>.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

54. Le projet introduira et testera de nombreuses caractéristiques innovantes, notamment le modèle de l'agriculteur chef de file, qui sera une contribution importante au système de services de vulgarisation au Bhoutan, et sera expérimenté en vue de sa reproduction à l'échelle nationale. Un site Web sera créé pour partager les innovations et les produits de gestion des connaissances.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

55. Le projet sera exécuté sur une période de sept ans. Pendant la première année, un atelier de démarrage sera organisé pour sensibiliser toutes les parties prenantes clés du projet à la conception du projet, aux objectifs de développement, aux composantes essentielles et aux dispositions relatives à l'exécution. Des ateliers introductifs de suivi seront organisés dans chaque *dzongkhag* pour sensibiliser les partenaires locaux au projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

56. Au moins une mission de supervision sera organisée chaque année par le FIDA et par le PAM. Des missions supplémentaires d'appui à l'exécution seront entreprises si nécessaire. Un examen à mi-parcours sera organisé au cours de la troisième année pour évaluer les progrès de l'exécution, les réalisations, la validité persistante de la conception du projet, ainsi que l'efficacité et l'efficacé de la gestion de l'exécution. Une évaluation de l'impact de fin de projet sera effectuée pour déterminer dans quelle mesure le projet a atteint ses objectifs de développement et a répondu aux besoins des bénéficiaires.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

57. Un accord de financement entre le Royaume du Bhoutan et le FIDA est l'instrument juridique régissant l'octroi d'un financement proposé à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
58. Le Royaume du Bhoutan est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
59. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Bhoutan un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de huit millions neuf cent trente-quatre mille neuf cent quatre-vingt-deux dollars des États-Unis (8 934 982 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

Building Resilient Commercial Smallholder Agriculture - BRECSA

(Negotiations concluded on 16 December 2022)

Loan No: _____

Grant No: _____

Project name: Building Resilient Commercial Smallholder Agriculture ("BRECSA" or "the Project")

The Kingdom of Bhutan (the "Borrower/Recipient"), through the Ministry of Finance
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties").

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Grant shall be financed through a contribution from the Global Agriculture and Food Security Programme ("GAFSP");

WHEREAS, the World Food Programme ("WFP") shall co-finance the Project through a separate grant contribution from GAFSP in accordance with the terms set forth in the agreement that will be entered into between WFP and the Borrower/Recipient;

WHEREAS the Borrower/Recipient has undertaken to provide additional support, financially or in kind that may be needed to the Project;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan/Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is eight million nine hundred thirty-four thousand United States dollars (USD 8 934 000).

B. The amount of the GAFSP Grant is ten million four hundred thousand United States dollars (USD 10 400 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

The principal of the Loan will be repaid at two per cent (2%) of the total principal per annum for years eleven (11) to twenty (20), and four per cent (4%) of the total principal per annum for years twenty-one (21) to forty (40).

3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States dollars (USD).
4. The Fund shall credit the amount of the Grant into the IFAD Grant Account upon receipt of funds from the GAFSP. Any withdrawals from the Grant Account shall be subject to the condition that sufficient funds for the Project have been received by the Fund from the GAFSP and that the Fund shall have been notified of such transfer and deposit in writing. The Fund shall have no obligation to extend grant financial assistance to the Recipient under this Agreement for the purpose of the Project, if no funds are available in the IFAD Grant account.
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st of July.
6. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 March and 15 September.
7. There shall be two Designated Accounts in USD for the exclusive use of the Project opened in the Central Bank, Bank of Bhutan Limited (BOBL), one for the IFAD Loan ("Loan Account") and one for the GAFSP grant ("Grant Account"). The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of one million one hundred thirteen thousand four hundred United States dollars (USD 1 113 400), of which an approximate amount of seven hundred eighty one thousand six hundred United States dollars (USD 781 600) accounts for taxes and duties.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Forests (MoAF).
2. The following is designated as an additional Project Party: the World Food Programme (WFP) will provide technical assistance and implementation support for the Project.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

4. The Project Completion Date shall be the seventh (7th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.

5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

The Fund will administer the Loan and the GAFSP Grant and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The PMU and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement:

- (a) In the event that the Borrower/Recipient did not request a disbursement of the Financing for a period of 18 months from entry into force of this Agreement.
- (b) the Financing Agreement does not enter into force within 18 months of Executive Board approval.

3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- a) the PMU shall have been duly established and the respective key project staff such as Project Director and Finance Manager shall have been appointed;
- b) the Borrower/Recipient shall submit an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first-year of project implementation;
- c) the authorized signatories shall have been submitted to IFAD;
- d) the draft Project Implementation Manual shall have been endorsed by the PSC and received no-objection from IFAD;
- e) the first AWPB, endorsed by PSC shall have been submitted and received no-objection from IFAD; and;
- f) the Designated Accounts shall have been duly opened.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

[click and type title of the representative]
[click and type the name and address of the ministry]

For the Fund:

The President
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Copy to:

Roshan Cooke
Country Director, Nepal and Bhutan
Asia and the Pacific Division (APR)
C/O WFP Office Complex
Chakupat, Patan Dhoka Road
Lalitpur 10, Nepal

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

KINGDOM OF BHUTAN

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President of International Fund for Agricultural Development

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population.

BRECSA will target commercial, semi-commercial and subsistence farmer households. The total direct beneficiaries of BRECSA interventions are 12,074 farmer households (approximately 47,088 people), out of which 60% will be women and 30% youth.

2. Project area.

The Project will be implemented in the central and south-central Dzongkhags (Districts) of Sarpang, Trongsa, Tsirang and Zhemgang. The four project Dzongkhags are administratively further divided into Gewogs (Ward – cluster of villages) and villages. There is a total of 37 Gewogs and 539 villages in the project target Dzongkhags. BRECSA will target all Gewogs within the 4 Dzongkhags.

3. Goal.

The goal of BRECSA is to catalyse a 30% increase in resilient commercial agricultural production and improve food and nutrition security in the (four) 4 target Dzongkhags by 2030.

4. Objectives.

The development objective is to transform smallholder agriculture into inclusive and resilient agri-food systems that are increasingly profitable and food and nutrition secure. BRECSA will facilitate the transformation of the agricultural sector in Bhutan through adopting a climate-resilient, nutrition-sensitive, and commercial value-chain approach. BRECSA will focus on agroecological production, empowering farmer and youth groups and cooperatives, investing in production and marketing infrastructure, introducing internationally recognized food standards, and promoting an enabling financial, policy and innovative digital environment.

5. Components. The Project shall consist of the following Components:

5.1. Component 1: Resilient production Systems

This component focuses on building resilient production systems based on a regenerative model that increases resilience to climate and other shocks, and that contributes to food and nutrition security. Efforts will be taken to transition subsistence farmers to semi-commercial, and semi-commercial farmers to more commercially oriented operations. This component will seek to increase capacities, household food and nutrition security, women's inclusion in the agriculture sector, assets, and income.

5.1.1. Sub-Component 1.1: Consolidated Livelihood Exercise for Analyzing Resilience (CLEAR)

WFP's 'CLEAR' tool will be deployed to map out the spatial and temporal impacts of climate change and their anticipated impacts on women and men smallholder farmers and rural communities with risks and impacts disaggregated by gender. This exercise will inform how food security is affected by climate risks. The CLEAR diagnostics will enable climate resilient spatial and temporal planning for placing commodities in their appropriate agroecological zone, as well as for defining specific infrastructure needs as a response to anticipated climate impacts and identified commodity value chains. The resulting analysis and recommendations of CLEAR will guide the formulation of Gewog and Dzongkhag level ARPs.

5.1.2 Sub-Component 1.2: Gewog and Dzongkhag Agriculture Resilience Plans (ARPs)

Drawing on the analyses of the CLEAR exercise, Agriculture Resilience Plans (ARPs) will be developed for all 37 Gewogs in the 4 target Dzongkhags. The Gewog level ARPs will be aggregated to develop a Dzongkhag level ARP. The ARPs will be developed in a participatory manner bringing together smallholder farmers, aggregators, traders, processors, potential investors, other value chain actors and relevant Gewog and Dzongkhag personnel with 50 percent participation of women. The downscaled CLEAR analysis will inform the ARPs for identifying geographic and site-specific exposure and vulnerability to anticipated climate impacts and to articulate the targeted support required for the 3 BRECSA target household groups (subsistence, semi-commercial and commercial) within each Gewog. The ARPs will include identification of resilient crop varieties, resilient livestock breeds, spatial and temporal planning of cropping and livestock raising zones, identification of site-specific agro-ecological practices, resilient spatial planning and design of infrastructure works and other climate change adaptation measures (erosion control, flood and/or land-slide protection, water-saving technologies, water harvesting and storage facilities, disease prevention and control etc.) as per the specificities of each Gewog. The ARPs will provide the required information for developing tailored packages of climate- sensitive agricultural production inputs, technologies and practices that meet the needs of the 3 household groups with a focus on women and youth.

5.1.3. *Sub-Component 1.3: Support to vulnerable groups to improve income and nutrition status*

This sub-component will follow the principle of 'leaving no one behind' and provide customized support to vulnerable households - including women-headed households and households of persons with disabilities through the development and implementation of Livelihood Investment Plans through a process which enables participants to engage in critical self-reflection and setting of self- defined goals and strategies. The Project will improve the nutritional status of these households by promoting nutrition-sensitive agriculture interventions such as, home gardens, poultry production, selected on-farm and off-farm activities, and awareness raising on food-based nutrition. The Project will also contribute to graduating these households from subsistence to semi-subsistence by providing them with necessary production and post-harvest support, capacity building, inclusion in cooperatives and market linkages.

5.1.4. *Sub Component 1.4: Investment in commercial farming systems*

Under this sub-component, the creation of "Hubs" as production zones for the different BRECSA prime commodities will be undertaken. The Hubs will be located along main arteries and economic corridors and will be designed using permaculture farming principles for promoting climate resilient agroecological farming. Neighbouring farmers will be organised into a network of Farmer Groups or Cooperatives (FG/FCs) and linked to the Hubs. BRECSA will support the establishment of at least 4 youth-led Hubs per Dzongkhag (16 in total). Each Hub will have a maximum of 10 youth, ideally an equal mix of male and female. For operationalising the above-described Hub and network model, a number of technical assistance (TA) activities will to be undertaken to capacitate the different actors engaged in commodity production. The TA will cover permaculture, financial education and business literacy (FEBL), as well as strengthening the institutional capacities of farmer groups and cooperatives. The Project will invest in enhancing productivity of the following value chains, dairy, poultry, high value commodities (vegetables, ginger, turmeric, mushrooms, honey, etc.). BRECSA will also invest in land and soil management, as well as in productive infrastructure, including irrigation, fencing and greenhouses among others.

5.2. *Component 2: Strengthened Value Chain Coordination and Market Linkages*

This component will promote agricultural commercialization and foster exports through investing in post-harvest facilities within the established hubs. Efforts will be undertaken to build business linkages between producers, buyers, financiers and local stakeholders through multi-stakeholder platforms (MSP).

5.2.1. *Sub-Component 2.1: Enhancing efficiency of value chain operations*

This sub-component will apply an integrated value chain approach, defining interventions in all value chain functions from input supply, production, aggregation and storage, processing, to defining marketing channels, and export. BRECSA will support agricultural commercialization within the established Hubs through funding of aggregation facilities, and on-site small-scale processing facilities equipped with washing, grading, packing and storage. The Hubs will be supported with training and serve as a Farmer Field School for the adjacent network of farmers for building knowledge on agroecological farming. Based on demand, the Hubs will serve as an input distributor for provision of seed and vegetative planting material, bio-inputs, and minor tools to the farmer network. The Hubs will also serve as an aggregation point for the farmer network to deliver their produce based on a guaranteed minimum price and profit sharing. Additional processing and marketing facilities will also be supported and strategically located based on the CLEAR analysis and Dzongkhag ARPs. All construction related to processing and marketing facilities will be preceded with a feasibility study, detailed supply chain and economic and financial analysis, and business plan.

5.2.2. *Sub-Component 2.2: Business linkages and multi-stakeholder platforms*

BRECSA will facilitate the establishment and functioning of sub-sector specific multi-stakeholder platforms (MSPs) to support business development and commercialisation at Thimphu and Dzongkhag levels. These MSPs will bring together all relevant stakeholders that engage in the agricultural sector including representatives of women and youth. The MSPs, in partnership with relevant departments and agencies, will work to establish market linkages for farm produce for both the domestic and export markets. MSPs will also engage in investment planning to attract potential financiers into the sector. Based on the initial value chain analysis and defined investment strategies, a Strategic Investment Plan (SIP) will be prepared for each selected commodity. The SIP will provide a framework for inviting farmers and their groups, entrepreneurs, the government, development projects, private investors and service providers to co- invest in the project area, thus facilitating access to markets, knowledge, technology and capital for smallholder rural farmers.

5.3. *Component 3: Innovative and competitive agri-food sector*

This component supports the creation of an enabling financial and policy environment to promote a competitive and modernized food sector. Under this component activities will be supported to improve access to financial services, policy dialogue to support private enterprise development, and certification for meeting internationally recognized food standards.

5.3.1 *Sub-Component 3.1: Access to financial services*

This sub-component will enhance access to and usage of agricultural financial services and value chain financing for smallholder farmers, producer groups, cooperatives, aggregators, traders, processors and other value chain actors. The Project will coordinate with financial institutions to establish working relationships, generate understanding of the project's approach for routing 'matching grants' based on a tri-partite arrangement between the project, financial institution and FG/FCs. Furthermore, BRECSA will support farm households, FG/FCs and enterprises to improve their financial literacy, entrepreneurial skills and business knowledge to improve their financial habits, financial discipline and investment decisions.

5.3.2 *Sub-Component 3.2: Digital technologies to support marketing*

The Project will assess existing farmer-support digital tools, their shortcomings and current needs of farmers for developing a user- friendly tool/platform. The tool could tackle issues related to: (1) production and pricing in different locations, (2) commodity demand in different markets, (3) transportation (to link farmers and traders with transport service providers for transporting produce), and (4) any other functionalities under the above four areas identified during the assessment.

5.3.3 *Sub-Component 3.3: Policy dialogue*

This sub-component will undertake policy dialogue to support the promotion of Brand Bhutan's organic and high-value agri-food products in regional and international markets. To this end, the Project will support the Bhutan Agriculture and Food Regulatory Authority (BAFRA) in the development of a geographic indication (GI), as well as, provide needed investments for regulation, standardization and certification. BRECSA will also work with the Department of Agriculture Marketing and Cooperatives (DAMC) to revise the rules and regulations of the Cooperative Act and marketing guidelines and strategies that foster agri-food commercialization.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.*

The MoAF will be the Lead Project Agency (LPA) providing policy guidance, policy priority direction and facilitate project implementation.

7. *Project Oversight Committee.*

BRECSA will be governed by a Project Steering Committee (PSC) chaired by the Secretary, MoAF and comprised of the following members: Director, Ministry of Finance (MoF); Representative of the Ministry of Health and the Dzongkhag Administrations; Director, Bhutan Agriculture and Food Regulatory Authority (BAFRA), MoAF; Director, Department of Agriculture (DoA), MoAF; Director, Department of Agricultural Marketing and Cooperatives (DAMC), MoAF; Director, Department of Livestock (DoL), MoAF; Chief Planning Officer, Policy and Planning Division (PPD), MoAF; Project Director, BRECSA, and Project Management Unit (PMU). The Chief Planning Officer PPD will function as the member Secretary of the PSC. IFAD and WFP representatives will participate as observers. The PSC shall meet at least twice a year and convene additional meetings when necessary.

8. *Dzongkhag Project Coordination Committee (DPCC).*

Each project dzongkhag will have a DPCC with the Dzongdags as the chairpersons, Gups of all Gewogs, relevant sector heads and other relevant agencies and stakeholders as members. The Dzongkhag Agriculture Officer (DAO) will serve as the Dzongkhag Project Coordinator and as member Secretary of the DPCC.

9. *Project Management Unit.*

A PMU will be established at the Agriculture Research and Development Center (ARDC) Samtenling in Sarpang. The PMU is the primary implementation arm of the Project for delivery of all Gewog and Dzongkhag level activities. The PMU will be led by a Project Director (a senior officer from the MoAF selected through a competitive process). The PD will lead and oversee the overall implementation of the Project at the Gewog and Dzongkhag levels, including WFP technical assistance activities, and support the policy aspects of the Project. He/she will manage the PMU team for delivery against performance indicators. The PD will report to the Chief of the Policy and Planning Division (PPD) of MoAF.

10. *Implementing partners.*

10.1. The World Food Programme (WFP).

IFAD will be the Lead Implementing Partner Agency and will supervise the Project, while the World Food Programme (WFP) will provide technical assistance (TA) and implementation support.

WFP will receive a separate grant from GAFSP that will be managed by WFP (WFP GAFSP grant). The WFP GAFSP grant amounts to 20% of the total allocated by GAFSP for this Project. WFP will utilise the GAFSP Grant to provide technical assistance for the enhancement and efficiency of value chains through targeted interventions, including: (i) enhance the organizational levels of farmers and strengthen the performance of farmer

groups and cooperatives; (ii) create effective market linkages between farmer groups and buyers / outlets; (iii) strengthen the capacities of government agencies in promising market-oriented planning based on economic (cost-benefit) analysis; (iv) build decentralized capacity of DAMC officers in providing market-based and tailored services to farmers; (v) capacitate and assist Dzongkhag level government agencies in developing and delivering on small-holder based market access policies and programmes; (vi) undertake market research, exploration, trial marketing and establish linkages with international markets to enhance export, particularly of high-end specialty products; and (vii) develop digital platforms/ICT tools including on markets and pricing.

The WFP technical team in consultation with PPD MoAF will delineate the TA activities to be carried out annually for inclusion in the Annual Workplan and Budget (AWPB) and Procurement Plan (PP). The WFP technical specialists will work under the supervision of the PD of PMU and report to him/her. All budgets for annual work plans, personnel and administration costs for the WFP technical assistance component are an integral part of the overall work planning and budgeting.

Based on the terms of the agreement between WFP and the Recipient relating to the WFP GAFSP Grant, WFP will provide to the PMU a quarterly statement of expenditure by components and categories to enable the PMU to compile the total project expenditure for submission of its quarterly Interim Financial Reports (IFRs) to IFAD. The WFP funds utilization will be segregated in the reporting from the Borrower/Recipient.

10.2 Other implementing partners

MoAF will also liaise and work with other Ministries and partners whose mandates have a direct bearing on the achievement of the BRECSA goal and development objective: RGoB Technical Agencies (both at National and Regional Levels), relevant corporations, private sectors, financial institutes and schemes.

11. *Coordination between IFAD and WFP for the Project.*

IFAD and WFP will coordinate based on quarterly meetings, where the Country Directors of the two organisations will bring in needed project staff and experts, review the performance of the Project as per the AWPB, identify challenges and bottlenecks, as well as mitigation measures. Other meetings could be convened on a need's basis. In addition to the coordination meetings, IFAD and WFP will hold a meeting every March of the project implementation calendar to engage in AWPB and procurement planning.

12. *Monitoring and Evaluation.*

Drawing on the CARLEP M&E system, a robust geo-referenced M&E system will be established. The PMU will establish an M&E unit and develop the M&E system, which will support progress monitoring. The M&E system will harmonize with RGoB's monitoring and evaluation system as mandated for all projects, as well as, ensure full complementarity between IFAD, WFP and the GAFSP M&E requirements. Additionally, the PMU M&E unit will design formats to capture and collect critical data not captured by monitoring and evaluation system and for data from the field level, drawing on lessons from CARLEP as per IFAD programme management requirements. The M&E system will also serve to highlight areas where immediate intervention and remedial action is needed. The system will be participatory and decentralized involving key target groups so that the target groups will participate in identification of project activities and monitoring implementation of Project.

13. *Knowledge Management.*

A comprehensive KM action plan will be developed during the first year of implementation. BRECSA's KM activities will support the effective flow of relevant information between project staff, beneficiaries and other stakeholders. The objective of knowledge management is to ensure the project units are able to generate and document the knowledge that is useful to build practical know-how that helps to improve project performance and results. Output, outcome and impact data generated by the M&E system

will inform high-quality case studies, briefs and reports. The PMU will document the emerging experiences, lessons and best practices and share them widely. Additional technical assistance will be sourced by the PMU for producing knowledge products as needed. All knowledge products will be disseminated for enhancing learning, policy dialogue and potential scaling-up of successful interventions.

14. *Project Implementation Manual (PIM).*

The draft of the Project Implementation Manual is presented in 10 Chapters: project summary, project cost estimates, organization and management, engagement of Royal Government of Bhutan (RGoB) technical agencies and technical assistance, procurement procedures, finance management, Project components and implementation arrangements, monitoring & evaluation (M&E) and knowledge management (KM) including gender and guidelines for preparing annual work plan and budget (AWPB). The PIM also contains, among others, sample templates (for AWPB, Annual Progress Report, Annual outcome survey and M&E), RIM indicators and strategies for social and gender inclusion and knowledge management.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan/Grant Proceeds.* (a) The Tables below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Table 1.a. Allocation of IFAD Loan funds

Category		Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage eligible for IFAD financing
I.	Works	4 334 000	100%
II.	Goods, services and Inputs	1 970 000	100%
III.	Training	940 000	100%
IV.	Operating costs	1 690 000	100%
TOTAL		8 934 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I – Works shall mean eligible expenditures incurred under component 1, component 2, sub-component 2.1 and under component 4 of the Project for project works and for project equipment and materials, including eligible costs for project vehicles and standard office equipment.
- (ii) Category II - Goods, Services and Inputs shall mean eligible expenditures incurred under component 2, sub-component 2.1, component 3, sub-component 3.1 and under component 4 of the Project for project goods and services, including consultancy services, and other direct inputs.
- (iii) Category III - Training shall mean eligible expenditures incurred under component 4 of the Project for project training activities and workshops, e.g. costs of venue, participant travel, food and beverages and publication materials.
- (iv) Category IV – Operating costs shall mean eligible expenditures incurred under components 1, 3 and 4 of the Project for operating costs and eligible expenditures incurred under all components of the Project for salaries and allowances of project staff directly and fully assigned to the project. Salaries of staff assigned to the Project on a part time basis should be costed pro rata.
- (v) Percentage indicated under “Percentage eligible for IFAD financing” is applied to project expenditures, excluding taxes and shares of other financiers.

Table 1.b. Allocation of GAFSP Grant funds

Category		Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage eligible for IFAD financing
I.	Works	2 140 000	100%
II.	Goods, services and Inputs	5 760 000	100%
III.	Consultancies	1 470 000	100%
IV.	Training	1 030 000	100%
TOTAL		10 400 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I – Works shall mean eligible expenditures incurred under component 1 and under component 2, sub-component 2.1 of the Project for project works.
- (ii) Category II - Goods, Services and Inputs shall mean eligible expenditures incurred under component 1, component 2, sub-component 2.1 and under component 3, sub-component 3.3 of the Project for project goods, services and inputs as well as for project equipment and materials. Purchase of vehicles is not considered an eligible expenditure under the grant financing.
- (iii) Category III – Consultancies shall mean eligible expenditures incurred under component 1, sub-component 1.3 and 1.4 and under component 3, sub-component 3.1 and 3.3 of the Project for consultancy costs and for salaries and allowances under component 1.
- (iv) Category IV – Training shall mean eligible expenditures incurred under component 1 and under component 3 of the Project for project training activities and workshops, e.g. costs of venue, participant travel, food and beverages and publication materials.
- (v) Percentage indicated under “Percentage eligible for IFAD financing” is applied to project expenditures, excluding taxes and shares of other financiers.

2. *Disbursement arrangements*

- (a) The disbursement arrangements will be set forth in detail in the Financial Management and Financial Control Arrangements Letter (FMFCL) to the Borrower/Recipient.
- (b) *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal, from the IFAD loan or GAFSP grant, shall not exceed an aggregate amount of USD 150 000 for PMU staff recruitment and USD 350 000 for procurement of goods and services. Activities to be financed under start-up financing will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project shall use the existing government accounting system and software as long as they satisfy IFAD's requirements.
2. Within six months of entry into force of the Financing Agreement, the Project shall prepare a document with the details of the collaboration, the roles, responsibilities and duties of the implementing partners with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient will adopt the CARLEP's system as Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system within six (6) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
5. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.
6. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower/Recipient shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower/Recipient shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower/Recipient shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project/Program.
7. The Key Project Personnel will be staffed within the PMU: a Project Director (PD) (a senior officer from the MoAF selected through a competitive process), a Financial Officer, a Procurement Officer, three Sub-Sector Specialists (respectively for crop production, livestock production, and marketing and value chain development), an Engineer, a Officer for Monitoring and Evaluation, Knowledge Management Officer, a Coordination Officer, a Planning Officer, an ARP Coordinator, and a Social Inclusion and Nutrition Officer. In order to assist with the implementation of the Project, the PMU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation

and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's updated SECAP. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

II. SECAP Provisions

1. The Borrower/Recipient shall carry out the preparation, design, construction, implementation, and operation of the Project in accordance with the nine standards and other measures and requirements set forth in the Updated Social, Environmental Climate Assessment Procedures of IFAD ("SECAP 2021 Edition"), as well as with all applicable laws and regulations to the Borrower/Recipient and/or the sub-national entities relating to social, environmental and climate change issues in a manner and substance satisfactory to IFAD. The Borrower/Recipient shall not amend, vary or waive any provision of the SECAP 2021 Edition, unless agreed in writing by the Fund in the Financing Agreement and/or in the Management Plan(s), if any.

2. The Borrower/Recipient shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental, Social and Climate Management Plans (ESCMPs) as applicable, taken in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund.

The Borrower/Recipient shall not amend, vary or waive any provision of the ESCMPs and Management Plan(s), unless agreed in writing by the Fund and if the Borrower/Recipient has complied with the same requirements as applicable to the original adoption of the ESCMPs and Management Plan(s).

3. The Borrower/Recipient shall cause the Lead Project Agency to comply at all times while carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s), if any.

4. The Borrower/Recipient shall disclose the draft and final ESIA reports and all other relevant Management Plan(s) with project stakeholders and interested parties in an accessible place in the project-affected area, in a form and language understandable to project-affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

5. The Borrower/Recipient shall ensure or cause the Executing Agency and Implementing Agency to ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the Management Plan(s), if any.

6. The Borrower/Recipient will ensure that a Project-level grievance mechanism is established that is easily accessible, culturally appropriate, available in local languages, and scaled to the nature of the Project's activity and its potential impacts to promptly receive and resolve concerns and complaints (e.g. compensation, relocation or livelihood restoration) related to the environmental and social performance of the Project for people who may be unduly and adversely affected or potentially harmed if the Project fails to meet the SECAP standards and related policies. The Project-level grievance mechanism needs to take into account indigenous peoples, customary laws and dispute resolution processes. Traditional or informal dispute mechanisms of affected indigenous peoples should be used to the greatest extent possible.

7. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Borrower/Recipient shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project/Programme-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project-level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

Serious ESHS incident means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues that occur in loan or within the Borrower/Recipient's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower/Recipient (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and -violence involving project workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegation that require intervention by the police/other law enforcement authorities, such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

8. The Borrower/Recipient shall ensure or cause the Executing Agency, Implementing Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the ESCMPs and Management Plan(s) (if any) are respected.

9. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower/Recipient shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the management plan on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with the Fund;

- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. The Borrower/Recipient will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports ; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) promptly after becoming aware of such a breach.

10. The Borrower/Recipient shall fully cooperate with the Fund concerning supervision missions, midterm reviews, field visits, audits and follow-up visits to be undertaken in accordance with the requirements of SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) as the Fund considers appropriate depending on the scale, nature and risks of the Project.

11. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan(s), if any and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving direct benefit/services promoted or supported by the project (GAFSP Tier 2.1)				Progress Report	Annual	PMU	No delays in project implementation, procurement and disbursement
	Males - Males		11000	18836				
	Females - Females		14000	28252				
	Young - Young people		5600	14126				
	Total number of persons receiving services - Number of people		25000	47088				
	Male - Percentage (%)		40	40				
	Female - Percentage (%)		60	60				
	Young - Percentage (%)		10	30				
	Persons with disabilities - Number		340	600				
	1.b Estimated corresponding total number of household members				Progress Report	Annual	PMU	
	Household members - Number of people		28080	37830				
	1.a Corresponding number of households reached				Progress Report	Annual	PMU	
	Women-headed households - Households		3700	5800				
	Non-women-headed households - Households		3500	3900				
	Households - Households		7200	9700				

Project Goal Catalyse a 30% increase in resilient commercial agricultural production and improve food and nutrition security in the 4 target districts by 2030	% of households reporting 30% increased production yield / produce being marketed compared to baseline (GAFSP Tier 1)				Impact Assessment	At baseline, mid-term and completion	PMU	A baseline survey is conducted; Project approach and timelines are adhered to; An efficient M&E system is developed and implemented, impact assessment undertaken
	Households - Percentage (%)							
	Increase in income of beneficiaries (GAFSP Tier 1)							
	Males - Males		11000	18836				
	Females - Females		14000	28252				
	Young - Young people		5600	14126				
	Total number of persons receiving services - Number of people		25000	47088				
	Male - Percentage (%)		40	40				
	Female - Percentage (%)		60	60				
	Young - Percentage (%)		10	30				
	Persons with disabilities - Number		340	600				
Development Objective Transform smallholder agriculture into inclusive and resilient agri-food systems that are increasingly profitable and food and nutrition secure	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)				Progress Reports	Baseline, mid-term and completion	PMU	A baseline survey is conducted; Project approach and timelines are adhered to; An efficient M&E system is developed and implemented
	Women (%) - Percentage (%)		35	50				
	Women (number) - Females		6353	14126				
	Households (%) - Percentage (%)		35	50				
	Households (number) - Households		6353	9075				
	Household members - Number of people		25410	36300				

Women-headed households - Households		2954	4220			
Women-differently-abled persons - Households		170	360			
IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				Project monitoring	Baseline, mid-term and completion	PMU
Total persons - Percentage (%)						
Total persons - Number of people		25000	47000			
Females - Percentage (%)						
Females - Females		14000	28200			
Males - Percentage (%)						
Males - Males		11000	18800			
2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales				Project monitoring and progress reports	Baseline, mid-term and completion	PMU
Percentage of rural POs - Percentage (%)		44	60			
Number of Rural POs - Organizations		80	150			
Rural POs with women in leadership position - Organizations						
2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities					Baseline, mid-term and completion	PMU
Males - Males		1000	1700			
Females - Females		1200	2040			
Young - Young people		3000	5000			
Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people		2200	3740			
Persons with disabilities - Number		170	360			
SF.2.1 Households satisfied with project-supported services						PMU

Component 1 Resilient Production Systems Outcome 1 Enhanced agri-food sector contribution to GDP, economic opportunities, food and nutritional security and income of smallholder farmers, women and youth.	Household members - Number of people		22460	30264	Progress Report	Baseline, mid-term and completion		Results of CLEAR tool clearly guide the development of the ARPs. The ARPs are developed in all gewogs and inclusive. Government supports PMU to bring about effective implementation of ARPs.
	Women-headed households - Households		2960	4650				
	Households (%) - Percentage (%)		80%	80%				
	Households (number) - Households		5760	7760				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Progress Report	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Household members - Number of people		16000	28000				
	Women-headed households - Households		1800	4000				
	Households (%) - Percentage (%)		70%	70%				
	Households (number) - Households		3000	6800				
	1.2.4 Households reporting an increase in production				Progress Reports	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Total number of household members - Number of people		100	100				
	Households - Percentage (%)		38	71				
	Women-headed households - Households							
	Households - Households		8000	15000				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Progress Reports	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Total number of household members - Number of people		15000	28250				
	Households - Percentage (%)		60%	60%				
	Women-headed households - Households		2300	4350				
	Households - Households		3850	7243				

Component 1 Outputs	1.1.8 Persons provided with targeted support to improve their nutrition (GAFSP Tier 2.12)				Progress Report	Annual	PMU	ARPs implemented and monitored; Mentoring undertaken to support vulnerable households; training and awareness on nutrition effectively undertaken; Trainings are scheduled in a time and location suitable for all beneficiaries
	Total persons participating - Number of people		10000	24766				
	Females - Females		10000	24766				
	Young - Young people		1200	3625				
	Women-headed households - Households							
	Differently abled persons - Number of people		300	886				
	Extension workers / Government staff		37	37				
	Households with homestead kitchen gardens which beneficiaries are included in nutrition education							
	Females - Number		772	1158				
	Males - Number							
	Young - Number		380	570				
	Differently abled persons - Number of people		114	172				
	Capacity building of extension workers on nutrition - Number		37	37				
	Households - Number		1266	1900				
	3.1.4 Agricultural/land area where climate resilient or sustainable agriculture practices are implemented (GAFSP Tier2.14)				Progress Report	Annual	PMU	
	Hectares of land - Area (ha)		552	1577				
	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages (GAFSP Tier 2.3)				Progress Reports	Annual	PMU	
	Males - Males		1200	2000				
	Females - Females		2300	6000				
	Young - Young people		500	1300				

	Total rural producers - Number of people		3500	8000				
	Number of farmers receiving inputs or service on climate resilient or sustainable agriculture practices (GAFSP Tier 2.13)				Progress Report	Annual	PMU	
	Total number of farmers adopting technologies or practices received		3500	8000				
	Total number of female farmers adopting technologies or practices received		1200	3000				
Component 2 Strengthened value chain coordination and market linkages Outcome 2 Fostered business-oriented environment for farmer groups to develop private sector enterprises in the agri-food sector and for engaging youth in lucrative commercial ventures	2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit				Progress Reports, MIS system	Baseline, mid-term and completion	PMU	Baseline established, hubs supported, farmers are willing to participate in Producer Farmer Organizations
	Number of enterprises - Enterprises		15	30				
	Percentage of enterprises - Percentage (%)							
	Farm - Farms							
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities				Progress Reports. surveys, service providers' records, MIS System	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)		20	50				
	Size of households - Number of people	4.6	4.6	4.6				
	Women-headed households - Households							
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage (%)		10	20				
	Size of households - Number of people	4.6	4.6	4.6				
	Women-headed households - Households							

	Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%)		25	60				
	Size of households - Number of people	4.6	4.6	4.6				
	Women-headed households - Households							
	Households reporting improved physical access to markets - Households		4200	10500				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Households		2100	4200				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households		5250	12600				
Component 2 Outputs	2.1.3 Farmer groups supported (GAFSP Tier 2.4)				Progress Reports	Annual	PMU	Baseline established, farmers are willing to participate in Producer Farmer Organizations
	Total size of POs - Organizations	15	2000	3900				
	Rural POs supported - Organizations		80	130				
	Males - Males		500	900				
	Females - Females		1500	3000				
	Young - Young people		500	1000				
	Rural POs supported that are headed by women - Organizations		25	50				
	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				Progress Reports	Annual	PMU	
	Number - Platforms		16	24				
Component 3 Innovative and competitive	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Progress Reports			BAFRA assigns a focal group to work

agri-food sector	Number - Number		0	1				closely with PPD and BRECSA to accelerate the process of regulation, certification and standardization; willingness of policy makers and other key stakeholders to provide enabling environment
Outcome 3 Enabling financial and policy environment to promote a competitive and modernized food sector								
Component 3 Outputs	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services (GAFSP Tier 2.5)				Progress Reports	Annual	PMU	Appetite of beneficiaries to take-up loans; Banks capacitated/oriented to provide suitable packages to smallholder farmers.
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males		70	156				
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females		70	156				
	Young people in rural areas accessing financial services - credit - Young people		20	46				
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people		140	312				
	Persons with disabilities in rural areas accessing financial services - credit - Number							

Integrated project risk matrix

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Substantial	Moderate
Political Commitment		No risk envisaged - not applicable
Governance		No risk envisaged - not applicable
Macroeconomic	Substantial	Moderate
Fragility and Security		No risk envisaged - not applicable
Sector Strategies and Policies	Moderate	Moderate
Policy alignment	Moderate	Moderate
Policy Development and Implementation	Moderate	Moderate
Environment and Climate Context	Substantial	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	High	High
Project Scope	Moderate	Low
Project Relevance		No risk envisaged - not applicable
Technical Soundness	Moderate	Low
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements		No risk envisaged - not applicable
Project Financial Management	Substantial	Moderate
Organization and staffing	Substantial	Moderate
Budgeting	Moderate	Low
Funds flow/ Disbursement arrangements	Moderate	Low
Internal Controls	Substantial	Moderate
Accounting and financial reporting	Substantial	Moderate
External audit	High	Substantial
Project Procurement	Moderate	Low
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Low
Accountability and Transparency	Low	Low
Capability in Public Procurement	Moderate	Moderate
Public Procurement Processes	Moderate	Low
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Low
Cultural Heritage	Low	Low
Indigenous People	Low	Low
Labour and Working Conditions	Low	Low
Community Health and Safety	Moderate	Low
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Low

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Low
Stakeholder Grievances		No risk envisaged - not applicable
Overall	Moderate	Moderate